



Communiqué de presse d'Ibuka Europe du 17 mai 2020

Hier, les gendarmes français de l'Office central de la lutte contre les crimes contre l'humanité (OCLCH) ont arrêté M. Félicien Kabuga, mettant ainsi fin à une cavale de 23 ans. Considéré comme l'argentier du génocide des Tutsi du Rwanda, l'homme vivait sous une fausse identité dans la région parisienne à Asnières-Sur-Seine. Grâce à un vaste réseau de complicités en Afrique, en Allemagne, en Belgique, en Suisse et en France, il avait réussi à échapper au mandat d'arrêt international lancé contre lui par le TPIR en 1997.

Homme d'affaires proche par alliance matrimoniale de la famille du Président Habyarimana, Félicien Kabuga apparaît dans tous les témoignages comme le pourvoyeur des fonds qui ont servi à la création de la Radiotélévision des mille collines (RTLM), à acheter les machettes et à la mise en place de la milice Interahamwe, trois outils emblématiques des massacres commis au printemps 1994 au Rwanda. Il est de ce fait considéré comme l'un des principaux responsables du génocide contre les Tutsi.

Au nom des rescapés et du genre humain, nous félicitons le Mécanisme de suivi pour les Tribunaux pénaux internationaux. Sa patience et sa ténacité ont déjoué la trahison d'un réseau de complicités qui, pour des gains d'argent ont mis à l'abri de l'Interpol le principal responsable du génocide. Nous adressons également nos félicitations à la France pour avoir apporté sa coopération dans l'arrestation de cet homme. Ce geste rompt avec l'attitude d'indifférence que l'on observe dans les démocraties occidentales et notamment en France, à l'égard du génocide contre les Tutsi.

Aussi important qu'elle soit, l'acte d'arrestation de Félicien Kabuga n'aura de sens que s'il est suivi par d'autres. Ainsi, nous saisissons cette occasion pour :

- Demander au Mécanisme de suivi du TPIR de stopper la pratique de libération anticipée de prisonniers dont les peines ont déjà été drastiquement réduites par le juge d'appel du TPIR. Elle afflige les rescapés et conforte chez ceux qui en bénéficient et leurs amis, la bonne conscience, la banalisation du crime et le déni. Nous l'invitons à redoubler d'efforts pour débusquer d'autres fuyitifs.
- Inviter les démocraties occidentales à accélérer l'instruction des plaintes déposées devant leurs tribunaux et à renforcer leur coopération avec le Rwanda et avec le mécanisme de suivi du TPIR. Il est scandaleux que les pays comme la Suisse, la Belgique et la France aient hébergé pendant si longtemps un fuyitif accusé du pire des crimes. L'Europe ne peut se transformer en une terre d'asile pour criminels en fuite.
- Protester contre l'absence de réaction contre des rwandais qui profitent de la protection qu'ils ont obtenue en Europe pour développer et diffuser un discours négationniste. La liberté d'expression que l'Europe reconnaît à ceux qui sont sur son sol ne peut se confondre avec la délinquante banalisation du crime.

Tolérer l'impunité n'est pas seulement une insulte aux victimes. C'est aussi un message d'encouragement aux criminels de demain. C'est trahir l'humanité.

Fait à Paris, le 17 mai 2020

Pour Ibuka Europe
Etienne Nsanzimana, Président d'Ibuka Europe et France

Pour Ibuka Belgique
Félicité Lyamukuru, Présidente

Pour Ibuka Hollande
Christine Safari, Présidente

Pour Ibuka Italie
Honorine Mujyambere, Présidente

Pour Ibuka Suisse
César Murangira, Président

Pour Ibuka Allemagne
Jacqueline Mukandanga Blam, Présidente